

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS

1420 Route de Carpentras
84130 Le Pontet

Références : D-0114-2026
Code AIOT : 0006400451

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS implanté 1420 Route de Carpentras 84130 Le Pontet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GBFOODS PRODUCTION FRANCE SAS
- 1420 Route de Carpentras 84130 Le Pontet
- Code AIOT : 0006400451
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise GBFOODS PRODUCTION située au PONTET a pour activité principale la fabrication de potages sous conditionnement aseptique (sous la marque LIEBIG par exemple) et le conditionnement de soupes déshydratées (sous la marque ROYCO par exemple). Le site industriel est autorisé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) par l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Légionelles / prévention légionellose
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	
7	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	
8	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 4.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
4	Maintenance utilités et	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	utilités et dispositifs de secours électrique	04/10/2010, article 52	d'action corrective	
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/05/2020, article Annexe 1 - Titre 2 - Point 7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'est pas proposé de suites administratives à l'issue de cette visite.

L'Inspection prend acte de l'engagement de l'exploitant de lui adresser, au plus tard mi-mai 2026, la révision de l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) et du plan d'actions correctives pour les 3 tours aéroréfrigérantes qu'il exploite, ainsi que les mises à jour des procédures à mener en cas de détection de *Legionella pneumophila*.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/02/2017, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : (...) <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la Nom de la masse d'eau ou Code national de la masse d'eau Prélèvement maximal Ressource de la commune du réseau (compatible SANDRE) annuel (m³/an) horaire (m³/h)</p>

<p>Eau Alluvions du Rhône FRDG82 500 000 pour les eaux P1 : 50 / P2 : 50 / F4 : 30 / F6 : 35</p> <p>Souterraine potables industrielles</p> <p>60 000 pour le refroidissement P3 : 50 / P5 : 50</p> <p>Réseau public AEP / 30 000 /</p> <p>La consommation moyenne annuelle en eaux potables souterraines ne doit pas dépasser 5,3 m³/tonne de produits fabriqués.</p> <p>Les caractéristiques du forage sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les puits P3 et P5 alimentent le circuit des eaux de refroidissement. L'eau pompée à une profondeur de 10 m est stockée dans une bache de 50 m³. - Le puits P1, P2 et les forages F4, F6 fournissent l'eau potable industrielle, utilisée en fabrication et à des fins domestiques. L'eau pompée à une profondeur respective de 9, 10, 109 et 109 mètres est stockée dans deux baches de 50 m³ chacune.
<p>Constats :</p> <p>A la suite de la visite du 14/02/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de vérifier l'origine de ses prélèvements d'eaux souterraines.</p> <p>En séance, l'exploitant indique après vérification que ses prélèvements concernent deux masses d'eaux distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les puits, de faibles profondeurs (env. 10 m), la masse d'eau prélevée est : FRDG 536 - Marno-calcaires et grès Collines Côte du Rhône rive gauche et de la bordure du bassin du Comtat ; • pour les forages, ouvrages plus profonds (env. 110 m), la masse d'eau prélevée est : FRDG 218 - Molasses miocènes du Comtat.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p>

<p>A la suite de la visite du 14/02/2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de procéder à un relevé journalier des compteurs installés sur ses ouvrages de prélèvement, compte tenu que le débit journalier prélevé est supérieur à 100 m3/j sur chacun des ouvrages (le relevé mis en place était réalisé à fréquence hebdomadaire).</p> <p>En séance, l'exploitant indique que le relevé est toujours réalisé à fréquence hebdomadaire ; il s'engage à mettre en place le relevé journalier au plus vite.</p> <p>Par courriel du 10/03/2026, l'exploitant a adressé à l'Inspection une copie du registre de prélèvement, mis en place à fréquence journalière depuis le 20/02/2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas connu de situation de sécheresse, aux niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise, en 2025.</p> <p>L'exploitant a rempli le cadre du nouveau module EAU de la plateforme GIDAF, et transmis les déclarations hebdomadaires de ses prélèvements.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que les déclarations sont à réaliser <u>uniquement</u> si au moins une des masses d'eau prélevée est concernée par un épisode de sécheresse avec un niveau de gravité "alerte renforcée" ou "crise".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 52 « Maîtrise des procédés.

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Au cours de la visite du 20/03/2025, l'Inspection avait constaté sur les derniers comptes-rendus de vérification hebdomadaire du groupe-motopompe équipant le dispositif de sprinklage que :

- la partie relative à la vérification de l'état des batteries n'était pas complétée ;
 - le niveau de fuel dans la cuve n'était pas conforme au minimal requis (3/4 de la cuve).
- Malgré l'anomalie mis en évidence, aucune commande de fuel n'avait été réalisée.

En séance, l'exploitant informe qu'il a changé d'assureur en 2025 ; la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur le dispositif de sprinklage ont été revues, suite aux recommandations du nouvel assureur.

S'agissant de l'état des batteries du groupe-motopompe, la vérification est désormais mensuelle. L'exploitant a présenté en séance le CR du rapport de vérification du 22/01/2026, l'état des batteries a été contrôlé et jugé satisfaisant.

S'agissant du contrôle du niveau de fuel dans la cuve approvisionnant le groupe-motopompe, il est toujours réalisé à fréquence hebdomadaire. L'exploitant a présenté en séance le compte-rendu de la vérification réalisée le 12/2/2026 : le niveau de fuel est noté à 55 %, donc inférieur à la consigne. Aucune action n'a suivi ce constat. Par courriel du 20/02/2026, l'exploitant indique que le fuel a été commandé et que la livraison est prévue pour le 02/03/2026. Par courriel du 10/03/2026, l'exploitant justifie du remplissage de la cuve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois au plus tard :

L'exploitant indiquera à l'Inspection les raisons de l'absence d'une vérification hebdomadaire du

dispositif de sprinklage semaine 12.

L'exploitant indiquera également à l'Inspection les mesures prises :

- au regard de l'absence de report d'informations concernant les batteries,
- pour que soit complétée dans les meilleurs délais la cuve de fuel de la moto-pompe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...]

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- [...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et **a minima une fois par an**, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 18/09/2025, l'Inspection avait constaté que l'AMR était incomplète, notamment l'AMR ne prend pas en compte les modalités d'exploitation des TAR, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation. D'autre part, l'Inspection avait relevé des incohérences entre la cotation du risque et la priorisation des actions correctives.</p> <p>En séance, l'exploitant indique à l'Inspection qu'il a fait le choix de refondre complètement son AMR avec l'appui d'un bureau d'étude extérieur. La prestation a été contractualisée ; la visite sur site du prestataire est prévue le 04/03/2026 en compagnie de la société ENGIE, qui exploite les TARs, et le traiteur d'eau.</p> <p>Le prestataire s'engage à restituer l'analyse de risques à l'exploitant semaine 14 ; l'exploitant s'engage quant à lui à adresser à l'Inspection l'analyse de risques et le plan d'actions associé mi-mai 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de trois mois maximum, l'exploitant complète son analyse méthodique des risques sur la base des observations de l'Inspection ci-dessus.</p> <p>La cotation du risque associé aux bras morts est argumentée.</p> <p>Les actions préventives et correctives non priorisées dans la version précédente de l'AMR font l'objet d'une programmation cohérente avec la cotation de risque.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 6 : Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/09/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite du 18/09/2025, l'Inspection avait constaté que la fréquence de transmission des déclarations GIDAF n'était pas respectée.</p> <p>En séance, l'Inspection constate que la fréquence mensuelle est respectée à date.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit respecter le délai mensuel de déclaration des résultats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

[...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...];

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...].

Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au

rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...] [...]
Constats : Au cours de la visite du 18/09/2025, l'Inspection avait constaté que la procédure était incomplète. En séance, l'exploitant indique que l'ensemble des procédures TARs seront révisées dans le cadre de la refonte de l'AMR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/09/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : a) Cas de dépassement ponctuel : [...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila [...]. b) Cas de dépassements multiples consécutifs : Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...] Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L.
[...]

Constats :

Au cours de la visite du 18/09/2025, l'Inspection avait constaté que la procédure était incomplète. En séance, l'exploitant indique que l'ensemble des procédures TARs seront révisées dans le cadre de la refonte de l'AMR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant complète sa procédure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 9 : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/05/2020, article Annexe 1 - Titre 2 - Point 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes :

Substance / paramètre	VLE en mg/L (II) (III) (XI)	Fréquence de surveillance (IX)
Demande chimique en oxygène (DCO) (V)	100 (I)	Une fois par jour (X)
Azote global (NG)	20 (VI) (VII)	Une fois par jour (X)
Carbone organique total (COT)	-	Une fois par jour (X)
Phosphore total (PT) (V)	2 (I) (VIII)	Une fois par jour (X)
Matières en suspension totales (MEST)	50 si le flux est inférieur ou égal à 15 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % 35 si le flux est supérieur à 15 kg/jour et si l'efficacité de traitement est inférieure à 90 %	Une fois par jour (X)

Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100 si le flux est inférieur ou égal à 30 kg/jour ou si l'efficacité du traitement est supérieure ou égale à 90 % ou si le rejet s'effectue en mer (IV) 30 si le flux est supérieur à 30 kg/jour et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 % (IV)	Une fois par mois (X)
---------------------------------------	---	-----------------------

(I) Les VLE en DCO et phosphore ne s'appliquent pas aux secteurs d'activité disposant de valeurs particulières reprises au titre III.

(II) Les VLE ne s'appliquent pas aux émissions résultant de la meunerie, de la transformation du fourrage vert et de la production d'aliments secs pour animaux de compagnie et d'aliments composés pour animaux.

(III) Les VLE ne s'appliquent pas à la production d'acide citrique ou de levure.

(IV) Le flux est ramené à 15 kg/jour pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10.

(V) La VLE et la surveillance portent soit sur la DCO soit sur le COT sous réserve de la démonstration au cas par cas par l'exploitant de la corrélation DCO/COT. Le paramètre COT est l'option privilégiée car la surveillance du COT n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(VI) La VLE est de 30 mg/l en moyenne journalière uniquement si l'efficacité du traitement est supérieure à 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production. La VLE n'est pas applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C, par exemple) pendant de longues périodes.

(VII) En cas de rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 et que l'efficacité du traitement est inférieure à 80 %, l'exploitant respecte également une VLE en concentration moyenne mensuelle de :

- 15 mg/l lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/jour ;
- 10 mg/l lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 300 kg/jour.

(VIII) En cas de rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 et si l'efficacité du traitement est inférieure à 90 %, l'exploitant respecte également une VLE de 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/jour.

(IX) La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire mentionné au point 6.

(X) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral. (XI) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective : Les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III.

Constats :

Un point de situation a été réalisé par rapport à la surveillance du rejet en sortie de STEP, sur la période de juin à décembre 2025, l'Inspection ayant relevé :

- des résultats d'analyses incomplets ;
- des dépassements de la concentration en MES (en octobre, novembre et décembre) ;
- des dépassements de la concentration en phosphore (en juin et juillet).

L'exploitant indique que :

- l'absence de résultats d'analyses s'expliquent par des problèmes organisationnels (arrêts maladie prolongé du technicien d'exploitation de la STEP). Un contrat de sous-traitance de l'exploitation et de la maintenance de la STEP est en projet ;
- les dépassements sur MES sont liées à des difficultés de fonctionnement au niveau de l'aéro-flottateur. La pompe de dosage du floculant a été remplacée ;
- les dépassements sur le phosphore sont liées à des problème d'injection du chlorure ferrique. La pompe doseuse a été déposée et envoyée en réparation ; une pompe de secours a été mise en place.

Type de suites proposées : Sans suite